



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

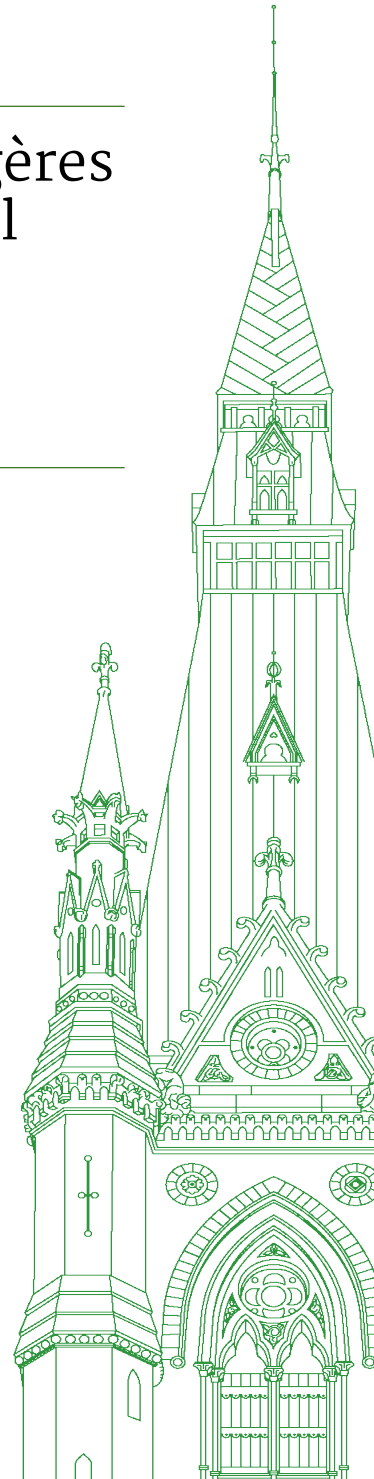
Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 109

Le lundi 27 mai 2024

Président : M. Ali Ehsassi



Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le lundi 27 mai 2024

• (1555)

[Traduction]

Le président (M. Ali Ehsassi (Willowdale, Lib.)): Je déclare la séance ouverte.

Bienvenue à la 109^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Avant que nous commençons, j'aimerais demander à tous les députés et aux autres participants dans la salle de consulter les cartons placés sur la table pour connaître les lignes directrices visant à prévenir les incidents de retour de son. Veuillez prendre note des mesures préventives suivantes pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris, en particulier, des interprètes. N'utilisez qu'une oreillette noire approuvée. Tenez toujours votre oreillette éloignée de tous les microphones. Lorsque vous n'utilisez pas votre oreillette, placez-la face vers le bas sur l'autocollant destiné à cet usage. Veuillez consulter les cartons qui sont sur la table pour connaître les lignes directrices. L'aménagement de la salle a été modifié pour augmenter la distance entre les microphones et réduire le risque de retour de son causé par une oreillette captant le son ambiant.

La réunion d'aujourd'hui se déroule en mode hybride.

J'aimerais faire quelques observations à l'intention des membres du Comité et des témoins. Veuillez s'il vous plaît attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Vous pouvez vous exprimer dans la langue officielle de votre choix. Des services d'interprétation sont offerts.

Conformément à la motion de régie interne du Comité sur les tests de connexion des témoins, on m'a informé que tous les témoins ont réussi les tests de connexion requis avant la réunion.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le lundi 29 janvier 2024, le Comité reprend son étude sur l'approche du Canada à l'égard de l'Afrique.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins. Nous avons la chance de recevoir trois ambassadeurs. Nous accueillons M. Michael Callan, notre ambassadeur en Algérie; M. Ben Marc Diendéré, observateur permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique; et M. Christopher Thornley, notre haut-commissaire auprès de la République du Kenya.

Je dois ajouter, à l'intention des membres du Comité, que nous espérons également recevoir l'ambassadrice Lorraine Anderson, du Cameroun. Malheureusement, elle pensait avoir les bons écouteurs, mais il s'est avéré qu'ils ne convenaient pas. Elle ne sera donc pas des nôtres aujourd'hui.

Pour ce qui est des ambassadeurs, je crois comprendre que l'ambassadeur Diendéré s'exprimera au nom des trois ambassadeurs. Lorsque les membres vous poseront des questions par la suite et que votre temps sera presque écoulé, je brandirai cette carte, ce qui signifie que vous aurez 10 ou 15 secondes pour conclure.

Bienvenue, monsieur Diendéré. La parole est à vous. Vous disposez de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire.

[Français]

M. Ben Marc Diendéré (observateur permanent auprès de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci, monsieur le président.

Mesdames et messieurs les membres du Comité, j'ai l'honneur de vous parler aujourd'hui, même à une heure aussi tardive pour nous. Il est 23 heures pour moi et 21 heures pour mon collègue Michael Callan. Nous sommes quand même très heureux d'être ici pour rencontrer les membres du Comité.

Je m'appelle Ben Marc Diendéré. Je suis observateur permanent du Canada auprès de l'Union africaine et je suis le premier à occuper cette fonction à temps plein. Ce soir, je suis accompagné de mes collègues Michael Callan, ambassadeur du Canada en Algérie, et Christopher Thornley, haut-commissaire du Canada en République du Kenya et représentant permanent du Canada auprès du Programme des Nations unies pour les établissements humains et du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Monsieur le président, nous témoignons aujourd'hui à peine deux jours après la Journée mondiale de l'Afrique. C'est vraiment un honneur d'être ici. Je suis certain que nous avons l'appui des 25 autres chefs de mission canadiens sur le continent africain.

[Traduction]

Monsieur le président, mesdames et messieurs, mes remarques d'aujourd'hui décriront brièvement les possibilités et les défis liés à la promotion de l'engagement du Canada auprès des pays et des institutions d'Afrique. Mes collègues et moi-même serons heureux de répondre à vos questions.

En ce qui concerne les possibilités, selon les prévisions, l'Afrique sera la deuxième région du monde à connaître la plus forte croissance en 2024, après l'Asie. Elle possède l'une des classes moyennes dont la croissance est la plus rapide, ce qui constitue une source de dynamisme et un vaste potentiel de marché. L'écart de richesse demeure important et 60 % des personnes extrêmement pauvres dans le monde vivent en Afrique subsaharienne.

[Français]

L'écart de développement reste profond sur ce continent. L'explosion démographique de la jeunesse du continent — 70 % de la population de l'Afrique subsaharienne est âgée de moins de 30 ans — représente une occasion, mais également des défis. Par exemple, le manque de compétences adéquates adaptées au marché et aux possibilités d'emploi est un obstacle à leur contribution importante au développement économique.

[Traduction]

Les effets du changement climatique et les défis en matière de paix et de sécurité accentuent les vulnérabilités, en particulier chez les femmes et les jeunes, et menacent le bien-être des jeunes Africains.

Les pays et les institutions d'Afrique explorent de manière proactive diverses options pour relever leurs défis nationaux, régionaux et continentaux. Ils recherchent des partenariats mutuellement avantageux qui répondront à leurs besoins et qui leur donneront les moyens de relever leurs propres défis.

Ils se diversifient et renforcent leurs relations avec des puissances économiques mondiales comme la Chine et l'Inde, et des partenaires comme la Turquie et les États du Golfe. Ils le font de manière bilatérale et dans le cadre de forums multilatéraux tels que le bloc BRICS et le G20.

Dans un environnement mondial qui évolue rapidement et en réponse aux appels de nos partenaires africains, Affaires mondiales Canada redéfinit son engagement à l'égard de ce continent afin de mieux tirer parti des intérêts mutuels avec les institutions et les pays africains et de soutenir des partenariats avantageux pour tous.

Ma nomination en tant que premier observateur permanent du Canada auprès de l'Union africaine témoigne de notre intention d'élargir et d'approfondir l'engagement du Canada sur le continent et de notre volonté de renforcer les partenariats avec l'Union africaine et ses organisations.

L'Union africaine est une organisation prééminente sur le continent et notre engagement auprès d'elle favorise nos intérêts mutuels en matière de commerce, d'investissements, de démocratie, de droits de la personne et de développement humain. Ensemble, nous explorons de nouvelles et meilleures façons de travailler, y compris avec le secteur privé, pour relever les défis du développement, ainsi que pour nous occuper d'autres priorités continentales telles que la paix et la sécurité.

• (1600)

[Français]

L'engagement global du Canada envers l'Afrique est guidé par la vision stratégique de l'Union africaine pour le continent présentée dans l'Agenda 2063. C'est la pierre angulaire de l'avenir du continent. L'Agenda 2063 présente également son projet pilote de la zone de libre-échange continental. Notre série de dialogues de haut niveau avec l'Union africaine s'est avérée être une plateforme où nos priorités communes peuvent être discutées et où des approches communes peuvent être établies.

Le plus récent de ces dialogues a eu lieu à Addis-Abeba au début du mois. Le ministre du Développement international a coprésidé avec les dirigeants de la Commission de l'Union africaine des discussions sur la manière de faire évoluer notre aide internationale

pour mieux répondre aux besoins et aux priorités indiqués par les pays et les institutions d'Afrique.

[Traduction]

En avril, le Canada a accueilli Adeoye Bankole, commissaire chargé des affaires politiques, de la paix et de la sécurité, à Ottawa. Il a rencontré la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly et des responsables d'Affaires mondiales Canada et il a comparu devant le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international.

Si notre partenariat avec l'Union africaine est important pour les raisons que j'ai décrites, nous ne devons jamais perdre de vue que l'Afrique est un vaste continent composé de 54 pays différents avec des économies, des cultures et des langues diverses. Les institutions et les pays africains ont été très clairs quant à leurs intérêts et à leurs priorités.

À l'échelle continentale, l'Agenda 2063 de l'Union africaine présente une vision à long terme, axée sur une croissance économique durable et inclusive et sur la bonne gouvernance.

À l'échelle nationale, comme mes collègues peuvent en témoigner, des plans nationaux sont en place. Entre ces unités de gouvernance se trouvent les communautés économiques régionales, qui ont leurs propres plans stratégiques.

[Français]

Les gouvernements et les institutions d'Afrique ont été clairs sur leurs intérêts et leurs priorités.

[Traduction]

Ce que j'entends de la part des représentants des pays à l'Union africaine, et ce que nos chefs de mission entendent dans le cadre de nos relations bilatérales vitales...

Le président: Je vous demande de conclure rapidement, car nous avons largement dépassé le temps imparti.

M. Ben Marc Diendéré: ..., c'est que les pays et les institutions d'Afrique souhaitent un engagement plus important de la part du Canada, plus d'investissements, plus de dialogue, plus de partenariats fondés sur des intérêts mutuellement définis.

Enfin, nous avons suivi les travaux des comités du Sénat et de la Chambre des communes qui étudient ces questions. Vos délibérations sont très opportunes et remarquées. Nous sommes impatients de connaître les résultats et de travailler avec vous pour faire avancer les intérêts canadiens, y compris la prospérité économique mutuellement bénéfique.

[Français]

Merci beaucoup.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Diendéré.

C'est le député Aboultaif qui commence.

Vous disposez de six minutes, monsieur.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins de comparaître aujourd'hui.

Monsieur Diendéré, vous avez pris vos fonctions en juin 2023.

Comment décririez-vous la relation entre le Canada et l'Union africaine?

M. Ben Marc Diendéré: Merci beaucoup.

Les douze derniers mois ont été consacrés à la consolidation de la présence canadienne pour les deux organisations, soit l'Union africaine et la Commission de l'Union africaine, la CUA. Nos relations avec ces deux institutions sont très bonnes à l'heure actuelle. On peut encore améliorer les choses, mais nous sommes sur la bonne voie pour faire quelque chose de très bien avec l'Union africaine en ce moment.

M. Ziad Aboultaif: Lorsque vous avez été nommé, vous avez dû recevoir un mandat.

M. Ben Marc Diendéré: Oui.

M. Ziad Aboultaif: Pourriez-vous l'expliquer au Comité, s'il vous plaît?

[Français]

M. Ben Marc Diendéré: Le mandat était de renforcer la relation avec l'Union africaine.

• (1605)

[Traduction]

Nous devons resserrer les liens et travailler avec toutes les organisations de l'Union africaine. Le mandat consistera en partie à mener les trois dialogues auxquels nous travaillons actuellement et à veiller à ce que nous nous associons à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, ainsi qu'à mobiliser les gens ici, au Canada, sur la vision stratégique du développement de l'Afrique.

M. Ziad Aboultaif: Quels sont, à votre avis, les domaines sur lesquels nous devons nous concentrer? L'Afrique est un grand continent qui compte 54 pays et il est très difficile pour nous d'être présents partout. Quels sont les domaines sur lesquels nous devons nous concentrer ou dans lesquels nous devons améliorer nos relations pour être aussi efficaces que nous le souhaitons?

M. Ben Marc Diendéré: L'expérience ici est bien différente de celle que l'on vit au Canada en observant ce qui se passe en Afrique.

En ce moment, ils ont leur agenda. L'Agenda 2063 est l'un des éléments phares de la planification stratégique pour le continent. Ils ont peut-être plus de 1 000 projets liés aux secteurs de l'agriculture, de l'énergie et de l'éducation. Je dois également ajouter le projet d'infrastructure.

Le Canada doit se concentrer sur les trois dialogues auxquels nous travaillons actuellement. L'éducation est l'un des domaines. L'agriculture sera, à coup sûr, l'un des sujets que nous suivrons dans le cadre des trois dialogues. Je dirai que le changement climatique est une autre priorité, ce qui signifie que nous devons être bien au fait des projets verts et des projets qui peuvent mobiliser les femmes et les jeunes sur le continent.

M. Ziad Aboultaif: Y a-t-il des pistes prometteuses liées à ces projets dont vous pourriez nous parler?

M. Ben Marc Diendéré: Il est trop tôt pour que je puisse vous parler d'un programme en particulier, parce que nous nous concentrons actuellement sur les programmes panafricains et de développement. Certains d'entre eux sont en place depuis deux à cinq ans.

Je pense notamment à un projet visant à renforcer l'entrepreneuriat chez les femmes. Nous travaillons dans une optique panafricaine, c'est-à-dire avec trois ou quatre pays en même temps. Nous avons aussi des projets dans le secteur de l'énergie.

Je suis à Nairobi pour la réunion annuelle de la Banque africaine de développement, à laquelle participent plus de 20 entreprises canadiennes des secteurs énergétique et agricole.

L'agriculture, l'éducation et tous les projets visant l'économie verte sont très importants pour nous. Certains de nos projets et partenaires réussissent très bien. Nous devons nous concentrer...

M. Ziad Aboultaif: Pensez-vous que nous devrions nous concentrer sur certains pays? Si oui, quels sont les pays dont nous sommes les plus proches en ce moment, d'après votre participation et votre expérience dans la région?

M. Ben Marc Diendéré: Je vais demander à mon collègue de m'aider à répondre à cette question, mais d'emblée, je vous dirai qu'il est trop tôt dans l'environnement multilatéral pour choisir un ou deux pays. Nous avons l'impression que certains pays se débrouillent très bien en ce moment, et ils pourraient nous servir de projet pilote.

M. Ben Marc Diendéré: Je vais demander à mon collègue de m'aider à répondre à cette question, mais d'emblée, je vous dirai qu'il est trop tôt dans l'environnement multilatéral pour choisir un ou deux pays. Nous avons l'impression que certains pays se débrouillent très bien en ce moment, et ils pourraient nous servir de projet pilote.

Je vais laisser mon collègue...

M. Ziad Aboultaif: Je vais passer à M. Thornley, que j'ai rencontré en 2018 au Nigeria. J'aimerais connaître son avis.

M. Christopher Thornley (haut-commissaire du Canada auprès de la République du Kenya, ministre des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): Merci beaucoup, monsieur Aboultaif. Je me souviens très bien de notre rencontre. Je suis heureux de vous revoir.

Le président: Il vous reste 30 secondes.

M. Christopher Thornley: Pour ce qui est de nous concentrer sur certains pays, nous connaissons ceux qui se portent bien. Je vis actuellement dans l'un d'entre eux, le Kenya. Je pourrais en nommer deux ou trois autres. Il y a des modèles où l'économie est plus avancée, et je pense que c'est là que nous pouvons établir une présence.

Merci.

• (1610)

Le président: Avant de passer au prochain intervenant... Madame McPherson, avez-vous levé la main? Est-ce un rappel au Règlement?

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Oui. C'est une question d'information, en fait.

Allons-nous entendre les deux autres témoins? Cela m'a peut-être échappé, mais y a-t-il une seule déclaration?

Le président: Comme je l'ai mentionné au début, notre ambassadrice au Cameroun n'a pas pu se joindre à nous. Elle pensait avoir le bon casque d'écoute, mais on a découvert par la suite qu'il ne répondait pas aux spécifications.

Mme Heather McPherson: M. Thornley et M. Callan ne feront-ils pas de commentaires?

Le président: Oui, mais seul M. Diendéré devait faire une déclaration. Nous pouvons poser des questions aux trois ambassadeurs.

Mme Heather McPherson: Merci.

Le président: Au tour maintenant de M. Oliphant. Vous avez six minutes.

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie les ambassadeurs et le haut-commissaire de s'être joints à nous aujourd'hui. Je ne sais pas où regarder, parce que vous êtes tous à l'écran. C'est vraiment un plaisir d'être parmi vous aujourd'hui. Je vous remercie du travail que vous faites pour représenter le Canada.

Je vais commencer par notre observateur permanent auprès de l'Union africaine, M. Diendéré. Je vais mettre de côté ce que j'avais préparé et vous poser la question suivante: quelle a été votre plus grande surprise en assumant vos fonctions à Addis-Abeba?

M. Ben Marc Diendéré: Merci, monsieur Oliphant, et merci de votre dernière visite. Les démarches auprès de l'Union africaine se sont avérées fructueuses.

L'une de mes grandes surprises a été l'attitude positive qu'ont toujours les membres de l'Union africaine à l'égard du Canada. Ils nous aiment encore. Ils ont besoin de nous. Ils apprécient vraiment notre présence. L'image de marque brille encore. Il faudra rectifier deux ou trois choses, mais l'image de marque du Canada est toujours belle.

Ils nous voient comme un catalyseur. Ils voient à quel point nous pouvons être très utiles. Force est de constater que oui, les attitudes à l'égard du Canada de tous mes interlocuteurs sont encore positives.

L'hon. Robert Oliphant: Monsieur le Haut-Commissaire, moi aussi, je suis heureux de vous revoir. Je n'étonnerai personne en disant que vous êtes un de nos experts sur le continent. Vous nous avez représentés au Ghana, au Togo, en Sierra Leone et au Nigeria, et vous êtes maintenant au Kenya.

Selon vous, quel est le plus grand défi à relever pour renforcer les relations entre le Canada et les différents pays? Je ne parle pas de l'Union africaine en tant que telle, mais des relations bilatérales individuelles. Quelle est la plus belle occasion et quel est le plus grand défi?

M. Christopher Thornley: Merci, monsieur Oliphant.

Je pense que notre plus grand défi consiste probablement à susciter davantage d'intérêt et d'efforts de la part du Canada, que ce soit du côté des entreprises et de la société civile, ou des relations de gouvernement à gouvernement. Il y a beaucoup de distractions dans le monde en ce moment, et de nombreux défis. Il ne faut pas perdre de vue que l'Afrique est un continent en pleine croissance, avec de nombreux pays qui ont un potentiel énorme et d'autres qui ont de grands besoins. La Somalie fait également partie de mon mandat, un pays qui a un besoin criant et continu d'aide humanitaire et au développement.

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour redoubler nos efforts. J'ai également travaillé dans le domaine du développement commercial, et j'ai été très heureux de voir dans l'énoncé économique de l'automne dernier, ainsi que dans le budget, des mesures visant à accroître l'appétit pour le risque, par exemple, de la part de sociétés d'État comme EDC et la CCC, ce qui aidera à atténuer les risques liés à certaines activités commerciales.

Bien sûr, nous avons multiplié nos efforts pour tisser des liens interpersonnels et autres qui sont d'une importance critique au développement de nos relations avec les pays africains.

L'hon. Robert Oliphant: Vous avez utilisé une de mes expressions préférées: « atténuer les risques ».

J'aimerais m'adresser à l'ambassadeur Callan.

Vous vivez en Algérie dans un quartier chaud. C'est un pays relativement calme, mais il est entouré par le Mali, le Niger et la Libye, et il n'est pas loin du Tchad et du Burkina Faso.

Parlez-moi un peu de la situation sécuritaire, tant dans le Sud de l'Algérie que dans votre voisinage, et dites-moi si vous constatez des changements dans un sens ou dans l'autre.

M. Michael Callan (ambassadeur du Canada en Algérie, ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement): C'est vrai, et il est important de souligner que la sécurité dans le quartier se détériore.

Je pense que c'est une observation objective importante, à savoir que les tendances sont négatives dans le Sahel. Elles sont alarmantes pour nous. Elles sont alarmantes pour nos partenaires algériens en raison de l'étendue de la frontière avec le Mali et le Niger. Les Algériens ressentent l'effet direct de cette insécurité qui se traduit par une hausse de l'immigration clandestine.

C'est préoccupant pour un certain nombre de raisons. Il y a un potentiel immédiat de déstabilisation de l'équilibre politique en Algérie, ainsi que dans certains des autres pays du Maghreb. De plus, je dirais que, dans un contexte où règne l'incertitude, cela crée de nouvelles possibilités pour d'autres acteurs, qui en ont profité. C'est une grande préoccupation que nous avons en commun avec l'Algérie, par exemple.

• (1615)

L'hon. Robert Oliphant: Il me reste une minute.

Monsieur Thornley et monsieur Callan, avez-vous des commentaires sur la façon dont le Canada devrait interagir avec la CE-DEAO, l'IGAD et les autres communautés économiques régionales?

M. Christopher Thornley: Nous devons reconnaître que les communautés économiques régionales ont des forces, ainsi que de nombreuses faiblesses. Certains membres se portent mieux que les organisations dans leur ensemble, mais il existe des possibilités de collaboration.

Par exemple, lorsque Mme Joly est venue, elle s'est entretenue avec l'IGAD au sujet du Soudan. Nous pourrions peut-être encore confier un petit rôle de leadership à l'IGAD dans ce dossier. Il en va de même pour la communauté de l'Afrique orientale en ce qui concerne les questions touchant l'Est de la RDC. Nous pouvons travailler avec eux dans certains dossiers et peut-être les guider pour les aider à cerner et à trouver des solutions positives. Nous devons également être réalistes et reconnaître que ce ne sont généralement pas des organisations très solides.

Lorsque j'étais au Nigeria, j'ai eu affaire à la CEDEAO. À titre d'exemple, la CEDEAO a très bien réussi en Gambie, lorsque ce pays a connu une période d'instabilité, parce qu'elle a pris une décision concertée d'agir. Cependant, dans d'autres contextes, sa réaction peut être décevante.

Le président: Monsieur Callan, vous devrez répondre à cette question une autre fois, car nous n'avons plus de temps pour cette série de questions.

Nous passons maintenant à M. Bergeron.

Vous avez six minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Merci, monsieur le président.

Je remercie infiniment nos témoins.

Je vous remercie de votre disponibilité, de votre présence à une heure aussi tardive et de vos observations.

Je pense que M. Diendéré a bien illustré, dans ses propos, l'importance de l'Afrique pour le Canada et les possibilités qu'elle offre. Encore faut-il que le Canada parvienne à mettre ses idées en place quant à ce qu'il entend faire. Dans la foulée de la publication de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, il a été question d'une stratégie africaine, puis c'est devenu un cadre, puis une politique. Lorsque nous avons reçu les hauts fonctionnaires du gouvernement, on ne savait plus trop de quoi il s'agissait. Par conséquent, on a l'impression que le gouvernement gouverne ou navigue à vue pour ce qui est de la question de l'Afrique. D'après les hauts fonctionnaires d'Affaires mondiales Canada, il y a eu une consultation approfondie, au Canada et en Afrique, afin d'en apprendre davantage sur les possibilités de mobilisation sur le continent. Cette consultation aurait pris fin le 31 juillet dernier.

Ma question est fort simple. Le corps diplomatique canadien sur le continent a-t-il été appelé à prendre part à ces consultations?

M. Ben Marc Diendéré: Merci beaucoup, monsieur Bergeron.

Oui, nous avons participé à des consultations. Pour ma part, je débutais dans mes fonctions. J'ai donc été consulté sur ce que je savais de ces questions. Je sais que des efforts sont déployés ici et là pour achever rapidement la réflexion.

Pour tout vous dire, la question en ce moment est plutôt de savoir si on suit le rythme de l'Afrique. On peut penser à ce qui arrive à l'Union africaine. Comme vous le savez, c'est une période de grande transition. On change tout le leadership, là-bas. Le Canada se prépare à soumettre une décision favorable. La décision concernant le nom pourrait revenir ici et là dans les échanges. J'ai suivi cela et l'ai entendu, mais mes observations sur le terrain m'indiquent que nous ne sommes pas les seuls à réfléchir à la façon dont nous allons définir notre engagement envers ce continent.

J'ai tenu des discussions avec des diplomates de très haut niveau, de pays très avisés, mais qui, néanmoins, en sont aussi à réfléchir à la façon de se positionner et de définir l'ensemble de la démarche qu'ils vont entreprendre avec le continent.

Ce n'est pas nouveau pour nous et ce ne sera pas la dernière fois que nous trouverons le ton approprié. Je suis très heureux qu'on prenne le temps de travailler à cela, parce que cette situation peut engendrer beaucoup de déceptions ou de questionnements, surtout au sujet de l'état actuel de notre relation avec le continent.

• (1620)

M. Stéphane Bergeron: Merci infiniment.

D'ailleurs, plusieurs témoins nous ont fait comprendre que les attentes étaient grandes sur le continent. Il semble y avoir une désaffection à l'égard des anciennes puissances coloniales, de la France, en particulier. Dans certains cas, il semble y avoir des inquiétudes à l'égard de puissances qui tendent à vouloir occuper le terrain laissé vacant par les pays...

[Traduction]

Mme Heather McPherson: J'invoque le Règlement, monsieur Bergeron. Je suis désolée de vous interrompre, mais il n'y a pas d'interprétation.

Le président: Devrions-nous essayer de nouveau? Voulez-vous reprendre?

On entend l'interprétation maintenant? Parfait.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je disais qu'il semblait y avoir de plus en plus de résistance sur le continent à l'égard de pays qui se sont fait fort d'occuper le terrain laissé vacant par les puissances occidentales. On peut penser ici à la Russie et à la Chine. Les attentes sont donc très grandes à l'égard du Canada.

Croyez-vous que le Canada, jusqu'à présent, a été à la hauteur des attentes de l'Afrique?

M. Ben Marc Diendéré: Merci, monsieur Bergeron.

Je ne peux pas répondre pour les Africains. Je peux cependant vous parler de la façon dont ils ont reçu la décision du Canada de nommer un observateur permanent.

J'aimerais préciser, pour que les membres du Comité le sachent, que seuls cinq pays ont deux représentants sur le continent, dont un qui se consacre aux relations bilatérales et un autre qui s'occupe des relations avec le continent, c'est-à-dire des relations multilatérales. Outre le Canada, il s'agit des États-Unis, de l'Italie, de la Suisse et du Japon. Nous faisons donc partie d'une cour très réduite de gens que les Africains observent et qui pourraient, selon eux, s'engager de façon satisfaisante dans les projets qu'ils présentent.

Je continue à penser, sans toutefois m'appuyer sur un sondage scientifique, que la réputation du Canada est encore très bonne. Ces gens ont des attentes envers nous et les ambitions sont grandes, mais l'expérience du Canada couvre plusieurs secteurs, notamment ceux, très connus, de l'éducation et de l'agriculture. Je parlerais même de celui de l'énergie. Ces gens voient très bien que le Canada possède une expertise qu'il peut appliquer sur le terrain. Pour ma part, je suis très confiant quant à la relation qui se développe avec l'Union africaine en ce moment.

Pour ce qui est des pays qui ont une relation de désamour avec le continent, nous n'avons pas de rôle à jouer, à part celui d'observer clairement et de s'assurer de ne pas faire les mêmes erreurs que les autres pays quand ils ont décidé de travailler avec l'Union africaine, ses institutions et le continent lui-même.

M. Stéphane Bergeron: Très bien.

[Traduction]

Le président: Il ne vous reste que six secondes, monsieur Bergeron.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Monsieur le président, je vous signale cependant que j'ai perdu quelques secondes en raison du petit problème d'interprétation.

[Traduction]

Le président: Bien sûr, nous allons vous donner 30 secondes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci. Je vais donc tout de suite camper le sujet en prévision du prochain tour de questions.

La question de la Francophonie est l'un des éléments qui nous indiquent que l'Afrique est une terre de possibilités et qu'elle est prometteuse pour l'avenir. On estime que, grâce à l'Afrique, le français pourrait être la langue qui connaîtra la croissance la plus importante au cours des prochaines décennies. Cependant, M. Jean-Louis Roy nous a indiqué lors de sa comparution devant le Comité que, pour ce faire, il fallait construire des écoles afin de suivre l'important développement démographique de l'Afrique et que, en l'absence d'écoles françaises, on allait évidemment apprendre l'arabe, l'ourdou, le wolof ou le swahili, mais pas le français.

Préparez-vous, messieurs, je vais revenir à cette question lors du deuxième tour.

[Traduction]

Le président: Au tour maintenant à Mme McPherson.

Vous avez six minutes.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Je remercie également tous les témoins d'être ici aujourd'hui et de nous faire profiter de leur expertise. Je vous remercie de votre service.

Je vais commencer par vous, monsieur Diendéré.

Vous avez parlé du pouvoir de l'Union africaine. Nous savons maintenant que l'Union africaine reconnaît de plus en plus que, lorsque ses membres votent en bloc et travaillent ensemble dans des tribunes multilatérales, ses chances de réussites sont meilleures. Je me demande si, selon vous, le Canada s'en est suffisamment rendu compte. Nous avons vu, par exemple, le vote sur le siège au Conseil de sécurité. Nous n'avons pas réussi, en partie parce que les pays du continent africain n'ont pas appuyé notre candidature.

Je me demande si notre façon d'interagir avec l'Union africaine a besoin d'être rafraîchie. Je sais que c'est une question à laquelle il vous est difficile de répondre, mais je tenais à la poser.

• (1625)

M. Ben Marc Diendéré: Je vous remercie de la question.

Je vais essayer de répondre en français pour m'assurer de...

Mme Heather McPherson: Oui, je vous en prie.

M. Ben Marc Diendéré: Oui, laissez-moi parler.

Il est important de noter que, en ce moment, sur le continent, ce n'est pas seulement une question d'influence. Il s'agit de savoir qui peut apporter quelque chose de nouveau. La donne est effectivement en train de changer.

[Français]

Les choses changent rapidement du côté de la Francophonie, de la lusophonie et du Commonwealth.

[Traduction]

Les trois groupes sont actifs sur le continent. Ajoutez à cela les États du Golfe, l'Inde, la Chine et la Russie.

[Français]

C'est ce qu'il se passe sur le continent, en ce moment. Ces trois groupes linguistiques ne jugent pas le Canada. On ne m'a jamais jugé sur quoi que ce soit. En effet, les choses changent très vite sur le continent. Entre le moment où je suis arrivé et maintenant, l'Union africaine est entrée dans le G20, l'Éthiopie et quelques pays sont

rentrés dans le BRICS. Cela change tellement vite que même la dynamique sur le continent a besoin d'un suivi constant.

Le Canada s'en rend-il compte? Je pense que oui, parce que toutes nos mesures, en ce moment, sont dirigées vers les communautés linguistiques. Nous y reviendrons avec M. Bergeron. Toutes nos discussions ont renforcé notre multilatéralisme, l'État de droit. Ce sont des moyens, pour nous, de rester pertinents.

Effectivement, l'influence de l'Afrique reste très forte. C'est un continent de 54 pays, dont plus de la moitié parlent français.

[Traduction]

Mme Heather McPherson: Je suis désolée de vous interrompre, mais je vais vous donner un exemple d'une question sur laquelle je souhaite obtenir des renseignements.

Ce que nous voyons dans de nombreux pays, c'est une recrudescence des conflits. Évidemment, tout le monde s'inquiète de l'intensification du conflit au Soudan et de ses répercussions sur les civils.

Comment le Canada soutient-il l'Union africaine dans l'établissement de la paix au Soudan, par exemple? Nous savons que les Casques bleus du Canada sont plus ou moins absents sur le continent. Comment fournissons-nous certains services à l'Union africaine? Comment appuyons-nous les efforts de consolidation de la paix?

[Français]

M. Ben Marc Diendéré: Madame la députée, je vous remercie de votre question.

Nous sommes à toutes les tables de discussion, notamment au sein de l'IGAD, soit l'Autorité intergouvernementale pour le développement, qui est l'autorité régionale. Nous sommes autour de la table avec nos partenaires des États-Unis ou de la Grande-Bretagne pour renforcer le message de paix. Nous avons des experts sur la question du Soudan, qui suivent et appuient les autorités de l'Union africaine, en ce moment. Même l'Union africaine a eu de la difficulté à s'organiser en ce qui a trait au Soudan. Le sujet a glissé, de temps en temps, mais les experts sont revenus à la charge.

Je pense qu'on a organisé une table de concertation pour arriver à une solution avec le Soudan. Cette concertation aura lieu si, et seulement si, les belligérants veulent mettre fin aux conflits.

Nous avons des partenaires aux Nations unies que nous suivons, dont la responsable de la Corne de l'Afrique, qui est une très bonne alliée du Canada. D'ailleurs, nous l'avons rencontrée régulièrement. Quand ils sont arrivés, nos hauts fonctionnaires l'ont rencontrée pour renforcer la position du Canada en vue de trouver une solution pour le Soudan.

Notre pays a quand même encore beaucoup de crédibilité aux tables de discussion pour qu'on puisse avoir une oreille attentive.

[Traduction]

Mme Heather McPherson: Je vais poser la question à quel-qu'un d'autre. Je suis désolée de vous avoir monopolisé. Monsieur Callan, compte tenu de votre région, vous aimeriez peut-être aussi dire quelque chose sur la façon dont le Canada peut soutenir les négociations, la consolidation et le maintien de la paix dans la région.

• (1630)

M. Michael Callan: Je vous remercie de votre question.

Il y a toutes sortes de façons dont nous pouvons agir. Ottawa finance directement de nombreuses mesures de soutien à la consolidation de la paix menées par des organismes communautaires qui œuvrent pour rassembler les gens et réduire les clivages à l'échelle locale. Prenant par exemple le soutien à la médiation. Même s'il ne s'agit pas d'une médiation de première ligne, mais plutôt de deuxième ou de troisième ligne, des efforts plus discrets et moins visibles peuvent souvent contribuer à rassembler les gens et à favoriser des conversations auxquelles certains des efforts de médiation de premier niveau n'attireraient peut-être pas autant d'attention.

Pour revenir à un point qui a été soulevé plus tôt, notre image de marque est encore très belle, ce qui fait que le Canada occupe une place privilégiée pour ce qui est de jouer un rôle rassembleur. C'est une qualité unique dont peuvent se vanter peu de pays, et c'est justement là où nous avons redoublé nos efforts.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup. Je crois que mon temps est écoulé.

Le président: Merci. Nous passons maintenant à M. Chong.

Monsieur Chong, vous avez quatre minutes.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Merci, monsieur le président.

Mes questions sont destinées à l'ambassadeur Callan et au haut-commissaire Thornley. Comme vous le savez, le Comité étudie l'approche du gouvernement du Canada à l'égard de l'Afrique.

Ma question est simple. Quels deux ou trois conseils ou recommandations clés feriez-vous au Comité?

M. Christopher Thornley: Nous ne savons pas qui va commenter. Allez-y, monsieur Callan.

M. Michael Callan: Une chose qui m'a surpris, mais qui fait maintenant partie de ma réalité quotidienne, c'est à quel point l'espace est concurrentiel à l'heure actuelle. La concurrence se fait ressentir sur le plan commercial et diplomatique. Nous nous retrouvons en situation de concurrence avec certains de nos adversaires et, pour une raison ou une autre, avec certains de nos pays aux vues similaires pour ce qui est des enjeux commerciaux. Je ne veux pas dire que la concurrence est négative, mais il faut jouer serré.

Alors que l'échiquier géopolitique évolue, nous devons prendre au sérieux la façon dont nous mettons tous nos outils à contribution pour promouvoir les intérêts et les valeurs qui nous tiennent tous à cœur. Nous le faisons de bien des façons, mais je pense que le contexte magrébin peut parfois être utile parce qu'on y trouve une position non alignée bien distincte.

Personne ne veut être dans un camp ou dans l'autre, mais je vois certains de nos concurrents qui y mettent le paquet. Je sais aussi que nous faisons tout ce que nous pouvons avec les outils à notre disposition. J'encourage le Comité à aborder certaines de ces questions de façon rigoureuse compte tenu des enjeux actuels.

M. Christopher Thornley: Merci.

Je vais poursuivre, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Je suis d'accord pour dire qu'il s'agit d'un environnement hautement concurrentiel. Le Kenya est un pays plus avancé. Nous observons les nombreuses démarches, par exemple, des pays comme la Turquie ou les États du Golfe. Leur présence est connue et bien en vue.

La Turquie a ouvert des ambassades dans presque tous les pays du continent. Je ne dis pas que nous devrions ouvrir beaucoup de nouvelles ambassades ou de nouveaux bureaux. Ce que je dis, c'est que nous devons être conscients de la concurrence, être prêts à agir et aussi à collaborer lorsque c'est possible.

Je pense que nous devons réfléchir très soigneusement aux liens interpersonnels et à nos diasporas. Nous avons de nombreuses diasporas africaines. Elles constituent un grand atout pour nous.

Nous devons réfléchir à la façon dont nous traitons l'immigration. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec le Kenya, par exemple, sur une immigration ordonnée et... disons axée sur la demande. Le Kenya travaillera plus étroitement avec les provinces et les associations industrielles pour cerner les lacunes, offrir de la formation et faire venir au Canada des gens qui sont prêts à réussir. Tout le monde y gagne, en quelque sorte.

Enfin, je pense qu'il s'agit simplement d'être agile. On nous a demandé, par exemple, de jouer un rôle au Kenya. Nous avons demandé au Kenya d'intervenir en Haïti. Il y a des occasions pour les pays tiers de travailler avec l'Afrique. Nous ne devrions pas toujours considérer l'Afrique comme bénéficiaire de l'aide, mais aussi comme partenaire qui peut nous aider, en l'occurrence dans notre propre région.

Je vais terminer en parlant de quelque chose qui concerne ma région: la désignation du Kenya, par les États-Unis, d'allié non membre de l'OTAN pendant la visite du président Ruto. C'est le seul pays de l'Afrique subsaharienne et cela témoigne du potentiel d'établir des relations très solides.

• (1635)

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à Mme Chatel.

Vous avez quatre minutes.

[Français]

Mme Sophie Chatel (Pontiac, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Messieurs les témoins, je vous remercie d'être parmi nous à cette heure tardive. Nous sommes très heureux que vous participiez à cette étude, qui est très importante pour nous, et pour vous aussi, je l'espère.

Monsieur Diendéré, nous avons entendu, à ce comité, beaucoup d'intervenants mentionner l'Agenda 2063 et les plans stratégiques. Des témoins ont aussi fait ressortir l'aide que le Canada est prêt à apporter.

Vous avez parlé de quatre secteurs importants: l'agriculture, l'énergie, l'éducation et les infrastructures. Vous avez aussi parlé du changement climatique et de la résilience des infrastructures ainsi que du savoir que le Canada peut apporter dans ce domaine.

Tout à l'heure, vous n'avez pas eu le temps de terminer vos propos, mais vous avez parlé de projets importants proposés par des entreprises canadiennes.

Pouvez-vous nous donner des exemples concrets du savoir, de l'entraide et des mesures de développement économique que le Canada peut apporter à l'Afrique?

M. Ben Marc Diendéré: Merci beaucoup, madame la députée.

Je peux vous donner des exemples concrets. J'ai vu des compagnies canadiennes proposer des panneaux solaires rechargeables. J'ai aussi vu des compagnies canadiennes arriver avec des solutions en agriculture, notamment en ce qui concerne les fertilisants. D'autres sont arrivées avec des produits de nutrition, comme des vitamines, pour les enfants. Il y a de l'action. Permettez-moi de vous en parler autrement que dans ce forum, où je pourrai vous donner les noms de toutes les compagnies, qu'il faut mémoriser. Il y a du beau travail et de bons chefs de file sur le continent en ce moment.

On reconnaît le travail des minières canadiennes, mais il y a d'autres entreprises. Vous savez, notre pays est composé de petites et moyennes entreprises, et certaines d'entre elles sont très dynamiques sur le terrain. Ce qui est intéressant, c'est que nos entreprises apportent une approche axée sur le développement. Comme elles arrivent avec une expertise et une intention claire, par exemple, pour appuyer des entreprises détenues par des femmes, par des jeunes ou par des membres d'autres minorités, elles sont très appréciées. Il y a aussi des programmes de fonds locaux d'investissement qui accompagnent les organisations non gouvernementales. Il y a donc de belles choses qui se font en matière de développement du côté des Canadiens.

Pour revenir à la question que votre collègue a posée plus tôt, orienter notre action vers des terrains très précis constituerait un atout important. L'Agenda 2063 est un beau document qu'il faut apprendre à connaître. L'Union africaine a une université virtuelle, une compagnie aérienne et des systèmes de télécommunications panafricains à bâtir. Elle est en train de développer la plus grande zone de libre-échange qu'on peut imaginer sur cette planète.

Il y a de la place pour les Canadiens et pour les initiatives canadiennes, si on s'y met vraiment.

Mme Sophie Chatel: Merci. Tout cela est très intéressant.

Je vais me tourner vers M. Callan et M. Thornley pour savoir...

• (1640)

[Traduction]

Le président: Madame Chatel, je crains que votre temps ne soit écoulé. Quatre minutes se sont écoulées.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Si vous avez des exemples dans votre région, ce serait...

[Traduction]

Le président: Excusez-moi, madame Chatel. Votre temps de parole est échu.

Merci.

Monsieur Bergeron, vous avez deux minutes.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Je poursuis le préambule de ma question.

On a vu des pays du Sahel expulser la France, si je puis dire. On sait que le gouvernement du Canada a travaillé très fort, par exemple, pour que l'Algérie se joigne à l'Organisation internationale de la Francophonie.

On se souvient que, en 2004, M. Saada était allé en Algérie, au nom du gouvernement du Canada, comme ministre délégué à la

Francophonie, pour tenter de la convaincre de se joindre à l'Organisation. On sait que l'Algérie, comme plusieurs autres pays qui sont d'anciennes colonies françaises, cherche à accroître la présence de l'anglais sur son territoire. On pense également au Rwanda.

Le Canada cherche-t-il toujours à faire en sorte que l'Algérie se joigne à l'Organisation?

Les relations entre les gouvernements du Canada et de l'Algérie se passent-elles en français ou en anglais?

[Traduction]

M. Michael Callan: C'est une bonne question, merci.

Vous pourrez saisir toute l'ironie de ma réponse en anglais, puisqu'il se fait tard.

Nous ne communiquons qu'en français avec le gouvernement de l'Algérie, et vous avez raison, vous avez touché un point très sensible pour les Algériens. C'est à cause de leur histoire conflictuelle avec la présence française, qui fait partie de leur culture. Cela fait partie de leur identité, mais ils s'en éloignent de façon délibérée. Récemment, l'Algérie est passée à l'anglais comme deuxième langue officielle enseignée dans les écoles, donc il s'agit bien d'une distanciation délibérée.

Nous cherchons bel et bien à favoriser des liens plus étroits avec la Francophonie, pour toutes les bonnes raisons que vous connaissez bien, et nous en avons mentionné quelques-unes. Nous y travaillons surtout du point de vue opérationnel: cela ne présente qu'un autre réseau et une autre communauté que l'Algérie peut influencer et dont elle peut profiter. L'accueil est plutôt poli, mais on ne peut assez insister sur le traumatisme qui demeure dans cette culture. C'est très délicat de laisser entendre que ce pays devrait conserver cette partie de sa culture, alors que de nombreuses autorités algériennes font de leur mieux pour s'en éloigner.

Le président: Merci.

Nous passons à Mme McPherson.

Vous avez deux minutes.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup.

Messieurs Callan et Diendéré, vous avez tous deux dit que l'image de marque du Canada est forte, et je vais contester ce point de vue quelque peu. Je ne veux pas vous placer en fâcheuse position, mais dans l'étude du Sénat, des témoins ont dit que l'empreinte du Canada était de plus en plus négligeable en Afrique. Je faisais partie du groupe parlementaire qui est allé en Tanzanie il y a peu. On nous demandait: où est le Canada? Le parlement de Tanzanie nous a posé cette question. De son point de vue, nous étions aux abonnés absents.

Nous savons qu'on accorde beaucoup de soutien au développement multilatéral en Afrique subsaharienne et moins de soutien aux organisations canadiennes, donc voici ma question aux trois témoins: que pourrait faire le Canada pour être plus pertinent sur le continent africain? Je comprends que vous ayez dit qu'il est très pertinent ou que son image de marque est forte, mais nous avons aussi entendu que c'était discutable. Je me demande comment nous pourrions renforcer cette image.

Monsieur Thornley, je ne vous ai pas encore posé de question. Pourquoi ne pas commencer par vous?

Je passerais ensuite à M. Callan.

M. Christopher Thornley: Merci, madame. Je vais tenter d'être bref, parce que je sais que vous disposez de peu de temps.

Il faut toujours travailler à son image de marque. On ne peut jamais la tenir pour acquise. Je pense que pour renforcer notre image, nous devons constamment trouver des façons de communiquer et d'être à l'écoute — je crois que nous le sommes — de ce que cherchent nos partenaires africains. Je pense que cela passe en grande partie par notre participation commerciale, comme je l'ai dit plus tôt. Les Africains veulent nous voir investir.

Je suis ravi, par exemple, du travail que FinDev fait ici, au Kenya. Son principal investissement se fait au Kenya, avec une organisation nommée « M-KOPA » qui offre du microfinancement très novateur, d'abord en énergie solaire et maintenant dans les transports.

Grâce à cet investissement, les conducteurs de motocyclettes qui offrent du transport conduisent des motocyclettes électriques et peuvent les financer au quotidien. Ce genre de contribution rehausse considérablement notre image de marque.

Nous pouvons toujours en faire plus dans ce genre de domaine avec un peu de créativité.

Merci.

• (1645)

Mme Heather McPherson: Monsieur Callan, vous avez la parole.

M. Michael Callan: Pour continuer dans la même veine, je pense que vous avez tout à fait raison que notre image de marque...

Le président: Soyez très bref, s'il vous plaît.

M. Michael Callan: ... est toujours présente et toujours forte.

Parfois, nous entendons que nos partenaires africains ont besoin du Canada. Je ne suis pas sûr que ce soit encore vrai. Bon nombre veulent l'aide du Canada, mais ils ont maintenant d'autres options. Nous pouvons être un partenaire privilégié, grâce à la qualité de nos produits. Souvent, on nous caricature en disant que nous sommes un acteur qui se fonde sur la morale et les valeurs... cela compte. Cela compte toujours, mais les Africains n'ont pas besoin de nous, s'ils ont jamais eu besoin de nous.

S'il y a une chose que nous pourrions faire — cela semble cliché, mais cela compte tout simplement — et que nous ne pouvons pas [difficultés techniques], donc il ne s'agit peut-être que d'investir dans nos relations avec les autorités de haut niveau. Les relations comptent.

Mme Heather McPherson: Merci.

Le président: Je vous remercie.

Nous passons à M. Epp pour quatre minutes.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci pour tous les témoignages présentés jusqu'à présent.

Je vais poursuivre dans la même veine que Mme McPherson.

La semaine dernière, un certain nombre d'entre nous sont allés au Caucase de la coopération mondiale. Stanley Achonu, le directeur nigérian de ONE, a affirmé que le Canada ne donnait que des miettes aux pays africains: il en offre juste assez pour établir un contact, en évitant de s'engager réellement. Nous avons tous enten-

du les doléances des ONG, des diasporas, de nous tous autour de la table et d'autres groupes pour que nous adoptions une approche ou une stratégie plus claire. On peut y accoler les mots que l'on veut.

Je vais commencer par vous, monsieur Diendéré.

N'avons-nous pas besoin de plus de détails? Nous avons entendu des témoignages très généraux, et depuis une demie-heure nous obtenons certaines précisions, mais pour en venir à une stratégie axée sur les résultats, le Canada ne doit-il pas concentrer ses efforts et prendre des décisions difficiles en matière de priorités?

M. Ben Marc Diendéré: Merci beaucoup de cette question.

Je suis d'accord avec vous: oui, nous devons nous concentrer un peu, mais nous tenons deux dialogues. Le dernier que nous avons tenu, en un mois seulement, visait notamment à nous concentrer sur des initiatives excellentes pour le Canada et pour l'Afrique. Le dialogue sur le développement que nous venons de lancer comprend un volet d'éducation et de formation technique et professionnelle. Il y a des volets agriculture, entrepreneuriat au féminin et même recherche et développement.

[Français]

Ce que nous sommes en train de faire en amont, au moyen de ces trois politiques, nous donne des chances d'arriver au résultat que vous souhaitez, c'est-à-dire avoir des choses très ciblées.

Oui, les marques sont des marques. La nôtre est forte, parce que, comme on le sait, les gens veulent venir au Canada. Je n'ai jamais participé à une rencontre où quelqu'un n'avait pas déjà eu un lien avec le Canada, que ce soit par sa famille ou ses études, et n'en gardait pas un bon souvenir. C'est toujours très important de considérer comment on se voit dans le monde.

[Traduction]

Oui, nous devons mettre l'accent sur divers thèmes, mais je pense que nous y parvenons dans la relation que nous bâtissons avec la Commission de l'Union africaine.

M. Dave Epp: Merci.

Permettez-moi de confirmer certains détails. Dans nos relations commerciales, vous êtes maintenant notre observateur permanent auprès de l'Union africaine.

Le Canada doit-il chercher à conclure un accord de libre-échange avec la zone de libre-échange à l'aide de l'Union africaine, ou doit-il chercher à conclure des accords de libre-échange avec les pays avec lesquels il a des affinités, une bonne synergie? Puis, dans le cadre d'une stratégie ciblée, nous pourrions prévoir des livrables dans quelque chose comme 10 pays, si nous choissions un deuxième groupe. Que diriez-vous d'une telle stratégie?

M. Ben Marc Diendéré: Je vais commencer, puis je céderai la parole à M. Thornley.

Savez-vous quoi? Je viens du secteur privé; c'est là que j'ai occupé mon dernier poste. Je connais l'importance du commerce, des projets pilotes et de la planification stratégique.

• (1650)

[Français]

Je comprends très bien l'idée d'avoir une relation de libre-échange avec l'Afrique. Cela dit, l'Afrique comprend 54 pays. De plus, c'est tellement volatil qu'il faut faire attention de ne pas créer des ensembles qui ne tiendront pas la route. Il est important de se concentrer sur certains pays pilotes ou sur certaines relations et de solidifier les relations existantes. Le Kenya est un bon exemple. L'Algérie est aussi un bon exemple, pour ce qui est du blé et des céréales. Dans certains pays de l'Afrique du Sud et de l'Afrique de l'Ouest, il y a des minières.

[Traduction]

Je ne sais pas si le libre-échange avec l'Afrique est une bonne façon de parvenir à nos fins. Mon sentiment actuel m'amène à être plus prudent, parce que tout est instable sur ce continent. Nous devons réserver nos énergies pour les déployer aux bons endroits, à l'avantage de certains pays et du Canada.

M. Dave Epp: Je sais que mon temps est écoulé, monsieur le président, mais j'aimerais beaucoup entendre M. Thornley là-dessus.

Je ne fais que vous le signaler.

Le président: Monsieur Thornley, voudriez-vous donner une réponse en 20 secondes?

M. Christopher Thornley: Je pense que je serais d'accord pour dire que nous devons cibler nos efforts. Il y a des pays où nous pouvons remporter du succès, bâtir une plateforme et renforcer le commerce. Nous devons commencer par des mesures comme les accords de protection des investissements étrangers et les conventions de double imposition, avant de passer à des accords de libre-échange et d'examiner les outils qui peuvent nous amener à de tels accords comme le modèle américain d'accord-cadre sur le commerce et les investissements, qui est l'étape précédant un accord de libre-échange en bonne et due forme.

Merci.

Le président: Merci.

Nous passons à M. Alghabra. Vous disposez de quatre minutes.

L'hon. Omar Alghabra (Mississauga-Centre, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins d'être parmi nous aujourd'hui.

Je commencerais peut-être par M. Diendéré.

Si vous deviez évaluer l'expertise sur l'Afrique que compte Affaires mondiales Canada, qu'en diriez-vous?

M. Ben Marc Diendéré: Oh, merci. C'est un de mes sujets préférés.

Puisque je viens du secteur privé et de l'extérieur, j'ai le privilège de voir l'expertise qu'on trouve maintenant au ministère.

[Français]

Si on m'avait dit, il y a six mois, que je pouvais déterminer l'expertise...

[Traduction]

Je dirais que les gens au ministère sont très bien renseignés.

[Français]

Nous devons nous organiser et organiser nos mesures.

Je n'aime pas parler de choses que je n'aime pas ou que je ne comprends pas.

[Traduction]

Toutefois, je dirais que depuis mes neuf mois en poste, il est très précieux de pouvoir compter sur tous ces gens bien informés. Compte tenu de la transformation qui s'opère actuellement à Affaires mondiales Canada, nous allons mettre davantage l'accent sur certaines choses. Beaucoup de bonnes choses vont en ressortir.

L'hon. Omar Alghabra: J'essaie de lire entre les lignes. Dites-vous que cette expertise est adéquate, appropriée, ou devons-nous la renforcer?

En tant que comité, nous cherchons à faire des recommandations au gouvernement. Je m'intéresse en particulier à ceci: puisque les dynamiques en Afrique et dans le monde évoluent, avons-nous l'expertise suffisante, ou devons-nous redoubler d'efforts ou accroître nos compétences au sein du ministère? Je m'intéresse aussi à notre empreinte en Afrique.

M. Ben Marc Diendéré: Merci, monsieur le président.

On peut toujours s'améliorer, mais à l'heure actuelle, si nous avons besoin d'experts en finance, nous les avons. Si nous avons besoin d'experts en investissement, nous les avons. Il en va de même pour les experts en agriculture. En matière de développement et d'aide humanitaire, nous avons toute l'expertise nécessaire, une expertise que nous avons bâtie au fil du temps.

[Français]

Le ministère du Développement international travaille depuis longtemps à ces questions. En effet, les choses changent.

[Traduction]

Nous pourrions renforcer l'expertise en la matière. L'intelligence artificielle commence à prendre beaucoup d'importance en Afrique.

Sur ce continent, les gens font des bonds de géant. Nous devons nous adapter à toutes ces choses. Je présume que nous devons nous améliorer à certains égards, mais j'insiste pour dire que nous avons l'expertise nécessaire. Nous devons nous réorganiser, et c'est ce que nous faisons durant la transformation du ministère.

[Français]

Monsieur Thornley, voulez-vous ajouter quelque chose?

[Traduction]

L'hon. Omar Alghabra: Merci de cette réponse.

Monsieur Thornley, je pense que c'est vous qui avez parlé de mettre la diaspora à contribution. Il a presque toujours été difficile de comprendre comment le faire concrètement. Comment pouvons-nous systématiquement profiter des connaissances, des compétences et de l'expertise des Canadiens d'origine africaine pour aider le Canada à renforcer et à mettre encore plus en valeur ses intérêts dans une région donnée?

Avez-vous des conseils à nous donner ou des recommandations à nous faire? Comment pouvons-nous nous assurer de profiter de l'expertise des Canadiens d'origine africaine pour améliorer ou consolider notre relation avec les Africains?

• (1655)

M. Christopher Thornley: Merci, monsieur.

Vous le comprenez très bien, même d'un point de vue personnel. Il est très important de travailler avec des membres de grandes sociétés canadiennes et de savoir qui sont ces personnes. Je parlais à un Kényan qui occupait un poste assez élevé dans l'une de nos grandes banques, par exemple. On peut trouver certaines personnes, qui peuvent à leur tour nous aider à tisser des liens avec d'autres. Il n'y a donc pas de solution magique.

Des organisations comme la Chambre de commerce du Canada, qui compte beaucoup de membres de la diaspora, se sont manifestées, parce qu'elles veulent promouvoir des relations meilleures et plus solides entre le Canada et les pays africains dans les universités. Je pense que nous atteignons une masse critique où, honnêtement, il n'est pas trop difficile de trouver des gens vraiment compétents, et il s'agit de travailler avec eux.

Je suis très fier d'un bon programme que nous avons — je crois que le nom a changé, et je m'excuse de ne pas pouvoir vous le donner —, que nous sommes en train d'élaborer au Service des délégués commerciaux pour avoir des mentors pour les gens d'affaires expérimentés, tant au Canada qu'à l'étranger, afin d'aider les petites entreprises à pénétrer les marchés. Je pense qu'il faut réaliser ce genre de travail, soit développer des relations de mentorat, parce qu'il ne faut pas se leurrer: l'Afrique a un énorme potentiel, mais c'est un marché plus difficile que d'autres, alors nous devons offrir aux gens des voies d'accès pour leur faciliter la tâche le plus possible.

L'hon. Omar Alghabra: Merci à tous.

Le président: Nous passons à M. Hoback.

Monsieur Hoback, vous avez la parole pour quatre minutes.

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): Merci, et merci aux témoins.

Par le passé, beaucoup d'Africains venaient étudier au Canada. En quoi est-ce que cela va nous aider ou nous nuire, à l'avenir? On voit les gens brasser des affaires entre le Canada et l'Afrique avec ces étudiants lorsqu'ils retournent dans leur pays d'origine.

M. Michael Callan: Puis-je répondre à cette question?

Je pense qu'on peut établir un lien avec la question précédente aussi. Il est moins question de la diaspora en tant que telle que des Africains qui ont de l'expérience au Canada.

Concernant ce que nous pouvons faire de plus, je pense que nous pourrions aider à organiser des groupes de diplômés. Je sais que mes collègues connaissent des gens hauts placés au sein des gouvernements avec lesquels ils travaillent, des gouvernements qui ont un certain nombre de diplômés canadiens dans leurs rangs. Je ne suis pas sûr que nous faisons toujours tout en notre pouvoir pour les organiser, pour cultiver et maintenir leurs liens avec le Canada et les expériences canadiennes. Je pense que nous pourrions réaliser du travail intéressant sur ce front.

M. Randy Hoback: D'accord.

M. Michael Callan: Je pense que nous pourrions réaliser du travail intéressant sur ce front.

M. Randy Hoback: D'accord. En général, vous diriez donc que les résultats sont positifs.

On impose des restrictions sur le nombre d'étudiants qui peuvent venir au Canada de nos jours. Quelle sera l'incidence d'une telle mesure sur nous à l'avenir?

M. Michael Callan: C'est une bonne question.

Il est difficile de prédire exactement en quoi cela va se traduire, mais je sais que l'important n'est pas le volume des échanges, mais la qualité des échanges. Si nous pouvions travailler sérieusement avec ceux qui ont la chance d'étudier ici, nous pourrions encore en faire beaucoup pour tirer parti de ces échanges.

M. Randy Hoback: Nous devons en tirer parti au maximum. C'est l'essentiel que je retiens de votre réponse.

Voici mon autre question: quelles occasions les Canadiens ont-ils de travailler avec d'autres pays, dans certains pays, au lieu de chercher à tout faire nous-mêmes? Serait-il possible — au lieu d'essayer de réaliser un projet par nous-mêmes — de collaborer avec la France, le Royaume-Uni ou d'autres pays pour améliorer un projet et son succès grâce à ce type de partenariat?

Avons-nous de l'expérience à ce chapitre?

M. Michael Callan: Oui, je dirais que nous travaillons plus souvent main dans la main avec des partenaires aux vues similaires et des organisations multilatérales qui ont leur propre expertise interne et leurs propres réseaux.

La plupart du temps, nous travaillons tous ensemble et mettons en commun nos ressources et nos connaissances afin d'optimiser l'impact de chaque dollar que nous investissons.

• (1700)

M. Randy Hoback: En ce qui concerne l'aspect commercial des choses, je sais que l'Europe investit intensément partout en Afrique. La Russie a investi dans la sécurité et est très active dans la région.

Ne ferions-nous pas mieux de travailler avec nos alliés européens pour voir où nous pouvons combler les manques, étant donné qu'ils sont beaucoup plus avancés que nous le sommes actuellement?

M. Michael Callan: Je dirais que oui. Je suis d'accord avec vous.

Pour ce qui est de se concentrer dans les domaines où nous pouvons avoir la plus grande incidence... Je sais que le mot « concentrer » a été utilisé à un certain nombre de reprises. Je crois fermement qu'il faut se concentrer sur nos avantages comparatifs. Le Canada en a beaucoup, ce qui nous offre une myriade de possibilités. Nous n'avons pas besoin de rivaliser directement avec nos partenaires européens, mais il y a souvent lieu de... Nous avons évoqué certains secteurs, que ce soit l'agriculture, l'éducation, les technologies de l'information et des communications, l'exploitation minière, certainement...

M. Randy Hoback: Je ne veux pas vous interrompre. C'est juste que je n'ai pas beaucoup de temps.

À l'heure actuelle, nous avons un plan pour l'Asie-Pacifique. Un plan a été établi. Il est écrit, étayé par de la documentation et publié.

Pensez-vous qu'un plan semblable devrait être élaboré pour l'Afrique? Pensez-vous que nous devrions rédiger un document comme celui-là afin d'avoir une feuille de route pour que tout le monde connaisse et comprenne nos objectifs? Est-ce un document qui est en élaboration actuellement?

M. Michael Callan: Mais certainement.

Monsieur Diendéré, voulez-vous répondre à cette question sur l'approche à l'égard de l'Afrique en général?

M. Ben Marc Diendéré: Je dois dire que oui. Je suis convaincu que nous aurons un plan très exhaustif pour l'Afrique.

Je ne veux toutefois pas reproduire l'engagement ou les mesures que nous prenons pour l'Indo-Pacifique.

[Français]

Il s'agit là de deux régions totalement différentes, de deux régions qui ont des réalités totalement différentes. Le document ne sera peut-être pas volumineux sur le plan du nombre de pages, par exemple, mais il sera assez exhaustif. Nous travaillons très fort à trouver des idées et à élaborer une stratégie qui va durer.

[Traduction]

M. Randy Hoback: Savez-vous quand nous pouvons nous attendre à voir le plan?

Le président: Merci. Nous avons dépassé le temps d'une minute, monsieur Hoback.

Nous passons maintenant à M. Zuberi.

Vous avez quatre minutes.

M. Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Je vous remercie, monsieur le président.

Je tiens à remercier les témoins de comparaître, surtout à ce qui est pour nombre d'entre vous une heure tardive.

J'aimerais commencer par l'ambassadeur Diendéré afin de connaître les priorités du Canada en ce qui concerne l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Quelles sont nos priorités? Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Qu'est-ce que le Canada a à offrir?

M. Ben Marc Diendéré: Je vous remercie, monsieur le député.

À l'heure actuelle, nous avons deux dialogues. Le premier porte sur le commerce et le deuxième, sur le développement. Nous pouvons vous fournir le contenu de ces deux dialogues que nous entretenons avec l'Union africaine.

Les deux dialogues vont tout à fait dans le sens des objectifs de l'Agenda 2063, et nous tentons actuellement de

[Français]

nous assurer d'avoir des pistes d'action claires.

[Traduction]

Nous venons tout juste d'entamer tous ces dialogues, et après neuf mois — soit depuis que je suis ici —, tous les dialogues sont maintenant établis. Nous voulons nous concentrer sur la prochaine étape qui guidera les mesures que nous devons prendre dans le cadre de notre engagement en Afrique.

[Français]

Il faut établir des mesures très claires, que nous pourrions vous présenter, mais nous voyons déjà poindre des sujets récurrents.

[Traduction]

Sur ce continent, il est crucial d'avoir de l'énergie électrique. Les changements climatiques et l'énergie verte sont des sujets importants, tout comme l'agriculture. Nous ne pouvons pas éviter de les aborder.

[Français]

Nous voyons déjà se dessiner quelques trames de notre stratégie.

[Traduction]

L'éducation professionnelle est un autre sujet d'importance.

[Français]

Nous avons déjà des pistes qui vont certainement se confirmer avec le temps avec l'Union africaine. Ses membres ne sont pas très pressés. Ils veulent des stratégies très claires.

[Traduction]

Ils veulent renouveler leur propre partenariat là-bas.

[Français]

Ils ne veulent pas des partenaires qui vont les abandonner après deux ou trois ans. Ils veulent consolider leurs relations, et le nouveau leadership de l'Union africaine va certainement lancer le second plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.

[Traduction]

La première décennie est terminée et la deuxième s'amorce. Je pense que nous serons bien placés pour la deuxième décennie de notre plan.

• (1705)

[Français]

M. Sameer Zuberi: Merci.

J'aimerais maintenant lire mon avis de motion.

[Traduction]

Mon avis de motion a déjà été envoyé à tous les députés. Je la lis seulement aux fins du compte rendu pour que tout le monde en connaisse la teneur.

[Français]

Que, conformément à l'article 108(2) du Règlement, le Comité entreprenne une étude de Stratégie pour l'Indo-Pacifique et des efforts sur la part du Canada pour renforcer l'engagement d'État à État, de peuple à peuple, et d'entreprise à entreprise dans la région, à la suite des cinq priorités énumérées par la Stratégie :

[Traduction]

- a) promouvoir la paix, la résilience et la sécurité;
 - b) accroître les échanges commerciaux et les investissements et renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement;
 - c) investir dans les gens et tisser des liens entre eux;
 - d) bâtir un avenir durable et vert; et
 - e) accomplir le rôle du Canada à titre de partenaire actif et engagé dans la région;
- Que l'étude comprenne un examen de l'engagement continu du Canada avec l'Inde et la Chine, ainsi que:
- a) les efforts visant à renforcer les liens avec la Corée et le Japon dans le Pacifique Nord;
 - b) les opportunités créées par l'augmentation des liens interpersonnels entre le Canada et les Philippines, compte tenu de la croissance importante de la communauté philippino-canadienne;
 - c) le Partenariat stratégique entre le Canada et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE);
 - d) la position du Pakistan — situé au carrefour de l'Indo-Pacifique, l'Asie centrale, et le Moyen-Orient — et d'autres pays sur le bord de la région Indo-Pacifique au sein de la Stratégie; et
 - e) l'importance du renforcement des relations avec les nations insulaires du Pacifique qui sont confrontées aux menaces existentielles des changements climatiques;

Que cette étude comporte un minimum de six réunions;
 Que le Comité fasse rapport de ses conclusions à la Chambre;
 Que, conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande une réponse du gouvernement.

Le président: Je vous remercie. Nous accordons maintenant la parole à M. Aboultaif.

M. Ziad Aboultaif: Merci, monsieur le président. Je remercie le député.

Nous n'avons pas de copie de cette motion. Je ne sais pas si elle a été distribuée ou non.

Le président: Elle a été distribuée...

M. Sameer Zuberi: Elle a été envoyée à la greffière, et je crois qu'elle a été envoyée à tous les députés il y a plusieurs jours.

Le président: Oui. La greffière vient de m'informer qu'elle l'a distribué le 8 mai.

D'accord. Monsieur Bergeron, vous avez la parole.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Si j'ai bien compris, M. Zuberi a simplement soumis la motion et il ne souhaite pas nécessairement que nous en discutions aujourd'hui. Nous aurons donc certainement l'occasion d'y revenir, et peut-être même convenir d'un amalgame. Vous vous souviendrez que j'ai moi-même soumis une motion portant sur l'étude des relations entre le Canada et l'Inde. Ce serait peut-être une bonne occasion de l'intégrer dans cette motion, si le Comité en décide ainsi.

Je pense que nous aurons aussi à réconcilier la façon dont nous coordonnerons avec le travail qui est fait par nos collègues du Comité spécial sur la relation entre le Canada et la République populaire de Chine, qui examinent également la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Nous éviterons ainsi les dédoublements et nous pourrions travailler de façon efficace.

Nous aurons l'occasion d'y revenir, monsieur le président.

[Traduction]

Le président: Oui. Nous en aurons l'occasion mercredi, en fait.

C'est maintenant le tour de M. Bergeron.

Vous disposez de deux minutes pour poser vos questions.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Merci, monsieur le président.

Je vais aborder la question de l'économie. Le Canada a conclu des accords de promotion et de protection des investissements étrangers avec neuf pays d'Afrique. Il a conclu des accords de libre-échange avec des pays sur tous les continents, sauf sur le continent africain. Comme on le sait, en 2023, une entente économique d'envergure a été conclue entre le Kenya et l'Union européenne — avec laquelle il a été si difficile de développer l'Accord économique et commercial global, qui n'est pas encore ratifié. On sait également que, en 2019, un accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine a été conclu entre les membres de l'Union africaine.

Pourquoi ne saisit-on pas les occasions économiques que nous offre ce continent formidable?

• (1710)

M. Ben Marc Diendéré: Je vous remercie beaucoup.

Je pense que c'est ce que nous sommes en train de faire, mais peut-être ne le faisons-nous pas avec la même rapidité que les autres. Cela dit, c'est peut-être aussi la chance que nous avons. En effet, ceux qui ont signé des ententes l'ont fait dans un contexte qui évolue très vite. Avant le mois de mai, nous ne savions pas que la situation se détériorerait autant au Proche-Orient et au Moyen-Orient. Or cela change toute la dynamique en ce moment. Il faut considérer les résultats concrets de ces ententes.

Quoi qu'il en soit, je pense que nous devons effectivement conclure des ententes. Nous ne pourrions pas faire quoi que ce soit avec les pays d'Afrique si nous n'établissons pas clairement des terrains d'entente. Maintenant, s'agira-t-il d'ententes de type classique? Mon expérience me dit que, à ce stade-ci, le continent africain n'a pas besoin qu'on fasse du mimétisme d'autres mécanismes qui existent ou de choses qui ont existé. Ce que les pays africains veulent, aujourd'hui, c'est de la créativité. Il faut faire les choses différemment pour que ce soit bénéfique pour tout le monde, c'est-à-dire pour ces pays comme pour celui qui a envie de faire affaire avec eux. Oui, il y a des ententes, mais il faudrait voir dans quelle mesure elles sont de l'ordre du papier plutôt que de la réalité. Je ne dis pas que l'Union africaine n'a pas une bonne entente. Toutefois, il s'agit de l'Union africaine. Ce sont 23 ou 24 pays ensemble, alors que le Canada est tout seul de son côté.

À mon avis, les ententes...

[Traduction]

Le président: Monsieur Diendéré, nous avons largement dépassé le temps accordé. Je vais devoir vous interrompre.

Madame McPherson, vous avez deux minutes.

Mme Heather McPherson: Merci beaucoup, monsieur le président.

J'aimerais revenir à une question de mon collègue, M. Hoback, à laquelle je ne pense pas qu'on a répondu. Elle visait à savoir quand nous pouvons nous attendre à avoir une sorte de feuille de route, qu'il s'agisse d'une stratégie comme la Stratégie pour l'Indo-Pacifique ou d'un cadre, d'une approche ou quoi que ce soit d'autre. Je me demande quand nous pouvons nous attendre à avoir quelque chose d'officiel.

Monsieur Diendéré, je pourrais peut-être vous poser la question en premier. Avez-vous une idée du moment où ce document pourrait être prêt?

M. Ben Marc Diendéré: Il pourrait être fort prétentieux de ma part de dire que ce sera dans un mois ou deux, mais je suis pas mal certain que l'équipe travaille d'arrache-pied pour avoir quelque chose très bientôt. Nous participons déjà à la discussion actuellement.

[Français]

J'aimerais pouvoir vous dire que ce sera demain, dans un mois ou dans trois mois, mais je fais confiance à l'équipe qui y travaille parce qu'elle connaît bien les exigences.

[Traduction]

Mme Heather McPherson: De façon réaliste, c'est donc une question de mois et non d'années. Bien entendu, nous avons initialement été informés qu'il y aurait une politique pour... Vous savez, cela fait plus d'un an qu'on nous a dit qu'il y aurait un cadre ou une stratégie en place, mais si vous parlez de mois, alors nous nous fierons à votre parole.

Monsieur Thornley, lorsque je vous ai posé une question lors de ma dernière intervention, vous avez parlé de FinDev et de la valeur de certains de ses projets. Or, FinDev me préoccupe fort, car je ne crois pas que cet organisme dispose des mêmes mécanismes de reddition de comptes qui s'applique pour les projets de développement, par exemple. Les attentes en matière de reddition de comptes ne sont pas les mêmes pour une petite ou moyenne organisation dans le cadre des projets d'Affaires mondiales que pour FinDev.

Pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez?

M. Christopher Thornley: Je ne suis pas vraiment expert de la structure de reddition de comptes de FinDev, mais je suppose que les attentes ne sont pas les mêmes pour une organisation semi-autonome que pour un projet de développement. Mais ce qui...

Mme Heather McPherson: Les attentes diffèrent même si FinDev utilise des fonds de développement pour accomplir son travail.

M. Christopher Thornley: C'est possible.

Je pense qu'en Afrique et dans certains pays africains, il faut faire preuve d'une plus grande souplesse, que FinDev soit une solution ou non. J'ai aussi parlé de l'atténuation des risques pour EDC et de la possibilité de fournir plus d'argent pour appuyer les transactions commerciales.

Je ne répondrai pas vraiment à votre question directement. Je m'en excuse. Je ne connais pas la structure de reddition de comptes directe de FinDev.

Dans un pays comme le Kenya, les gens ont besoin de l'aide plus traditionnelle que nous offrons. Nous avons également besoin de structures de financement et de soutien plus novatrices dans le cadre desquelles nous travaillons en partenariat pour développer une économie où foisonne l'innovation.

Mme Heather McPherson: Certes. Il me semble simplement...

Le président: Je crains que nous ayons dépassé le temps imparti de 40 secondes.

Je vous remercie.

Nous accordons maintenant la parole à M. Chong.

Vous disposez de quatre minutes, monsieur.

• (1715)

L'hon. Michael Chong: L'ambassadeur Callan a indiqué que l'Afrique est devenue beaucoup plus concurrentielle et que, par conséquent, nous devons utiliser plus efficacement nos ressources pour promouvoir nos intérêts et nos valeurs.

Le haut-commissaire Thornley a ajouté que nous ne devrions pas considérer l'Afrique seulement comme un bénéficiaire de l'aide internationale, mais aussi comme une région qui est prête à travailler avec le Canada dans des domaines comme la sécurité et la défense et à des questions comme les investissements commerciaux bilatéraux.

Ma question s'inscrit dans ce cadre.

Pas plus tard que la semaine dernière, on a rempli un pétrolier Aframax de pétrole du pipeline TMX, avec 550 000 barils de pétrole pour un seul pétrolier. Cette première cargaison qui se dirige vers la Chine contient 550 000 barils.

Je crois que c'est l'ambassadeur Diendéré qui a indiqué dans sa déclaration préliminaire que cette année, l'Afrique est la région qui

connaîtra la croissance la plus rapide après l'Asie. Si je mets tous ces faits ensemble, il me semble que l'Afrique aura un immense besoin de pétrole et de gaz au cours de la prochaine décennie.

À l'heure actuelle, l'Afrique est un exportateur net de pétrole. Elle produit environ sept millions de barils de pétrole par jour et en consomme environ quatre millions. Ses exportations nettes se chiffrent à environ trois millions de barils. Si l'Afrique veut rattraper le reste du monde sur le plan économique, il me semble qu'elle devrait au moins se conformer à la norme des pays en développement, qui prévoit une consommation de pétrole trois fois plus élevée que la sienne. Elle ne consomme qu'environ le tiers du pétrole par habitant par rapport aux pays en développement. Elle devrait donc passer de 4 à 12 millions de barils de pétrole par jour pour devenir un importateur net d'énergie.

Ma question s'adresse aux trois témoins. Quelles discussions avez-vous eues au sujet de l'exportation de l'énergie canadienne en Afrique, en ce qui concerne plus précisément le pétrole et le gaz naturel?

Quelle est la possibilité que cette région du monde devienne une destination pour les exportations canadiennes d'énergie?

M. Christopher Thornley: Je pourrais répondre en premier.

Merci beaucoup. C'est une observation réellement intéressante.

Lors de ma dernière affectation, j'étais haut-commissaire au Nigeria. J'ai vu l'énorme quantité de pétrole qui y est produite et constaté qu'il y a très peu de valeur ajoutée. Je pense que, de façon plus générale, cela montre que c'est un domaine où le Canada peut travailler en étroite collaboration avec les pays africains qui bénéficient de multiples et riches ressources naturelles, mais qui n'y ajoutent pas de valeur pour leur propre usage.

Au Nigeria, par exemple, l'homme le plus riche d'Afrique, Aliko Dangote, est en train de construire l'une des plus grandes raffineries au monde. Je pense que ce sera la plus grande raffinerie, ce qui pourrait changer la donne.

Il y a énormément d'inconnues à cet égard, notamment au chapitre de la gouvernance. Si la primauté du droit est faible et la corruption est élevée dans certains pays, il y a de la fraude. C'est très difficile.

L'autre observation que je ferais au sujet de notre production de pétrole et de gaz en vue d'une exportation potentielle, c'est que nous voyons des pays africains faire des pas de géants. Cette expression a déjà été utilisée.

Environ 90 % du réseau au Kenya est alimenté par des énergies renouvelables, géothermiques, solaires et autres. Ce sera 100 % dans quelques années. Je pense qu'en plus de protéger nos intérêts et les exportations potentielles de ressources canadiennes, il faut penser à soutenir la croissance verte sur le continent africain et à encourager ce genre de développement. Le Canada s'implique beaucoup dans ce genre de projets.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Nous allons maintenant laisser Mme Chatel poser la dernière question. Madame Chatel, vous disposez de quatre minutes.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Merci, monsieur le président.

Je vais reprendre là où j'en étais. Je voulais vous demander de me donner votre réponse par écrit, mais j'ai maintenant la chance d'avoir un autre tour de parole. Vous pouvez donc me la donner en personne.

Avez-vous des exemples concrets de compagnies qu'il serait intéressant de développer, des exemples concrets d'entreprises canadiennes qui font déjà une différence notable dans les secteurs importants mentionnés dans l'Agenda 2063?

M. Callan peut d'abord prendre la parole, et M. Thornley pourra ensuite répondre.

● (1720)

[Traduction]

M. Michael Callan: Mais certainement. Il existe de nombreux exemples parmi lesquels choisir. Pour rester dans le secteur agricole, les produits agricoles constituent la grande majorité de nos exportations en Afrique du Nord et, certainement, en Algérie aussi. Ce qui est particulier dans notre façon d'exporter, c'est la façon dont nous procédons et la relation que nous établissons. C'est moins une transaction commerciale, où nous faisons simplement une vente et passons à autre chose, qu'un échange et un partenariat. Il s'effectue un certain transfert de connaissances, une certaine formation en gouvernance, ce qui permet vraiment à notre approche de se distinguer.

Même si d'autres entreprises peuvent vendre à moindre coût, j'ai vu des entreprises canadiennes se démarquer vraiment par la qualité des produits qu'elles proposent et le sentiment de partenariat et d'accompagnement qu'elles offrent à moyen terme pour aider le gouvernement algérien à développer ses propres compétences dans ce même secteur, faisant ainsi la fierté du Canada.

M. Christopher Thornley: Si vous voulez des détails, je peux vous nommer quelques entreprises de mémoire. Nous avons ici une entreprise canadienne, Solar Panda, qui fait de l'excellent travail avec les panneaux solaires. Elle va extrêmement bien. Il y a eu des hauts et des bas dans le secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'en Afrique centrale et en RDC. Manitoba Hydro International a, en fait, géré le réseau de transport d'électricité du Nigéria pendant un certain temps, et a dû faire face à de nombreux problèmes de gouvernance et de corruption. C'est toujours un défi, mais il a tenu bon. Cold Water International travaille beaucoup, comme son nom l'indique, dans le domaine de la gestion de l'eau dans d'autres régions.

CPCS, une société d'experts-conseils en transport, travaille avec les gouvernements de partout en Afrique à l'élaboration de plans directeurs, tant pour le transport que pour le développement urbain et les sociétés minières. Sous l'égide de l'organisation appelée Service d'assistance canadienne aux organismes, ou SACO, dont le nom change sans cesse, des gens d'affaires canadiens se rendent en Afrique pour prodiguer des conseils à court terme. Ces activités sont financées dans le cadre de nos programmes de développement et d'autres initiatives d'aide par l'entremise de nos programmes de transfert technique. Par exemple, nous affectons des experts dans les ministères pour les aider à élaborer leurs divers processus de planification et de développement économique.

M. Christopher Thornley: Ce n'est qu'une courte liste.

[Français]

Merci beaucoup.

Mme Sophie Chatel: Je sais que vous êtes très occupés mais, si vous en aviez le temps, seriez-vous en mesure de nous fournir le classement des 10 plus grands secteurs, comme l'agriculture, l'énergie, l'éducation, les infrastructures et les changements climatiques, entre autres, où vous avez pu constater une contribution des compagnies canadiennes? Je ne veux pas mettre de pression, mais ce serait intéressant pour nous d'avoir cette information. Cela donnerait une valeur ajoutée à l'étude.

Merci.

[Traduction]

Le président: Soyez très bref, car nous avons dépassé le temps accordé.

[Français]

Mme Sophie Chatel: Excusez-moi, monsieur le président, mais ce serait bien si nous pouvions recevoir cette réponse par écrit pour pouvoir l'inclure dans notre rapport. C'est une bonne idée, non?

[Traduction]

Le président: C'est une idée brillante. Merci, madame Chatel.

C'est ici que se concluent les questions des députés.

J'en profite pour vous remercier tous. Je sais qu'il est particulièrement tard dans votre fuseau horaire, mais nous vous sommes vraiment reconnaissants de nous avoir fait profiter de votre temps, de vos idées et de votre expertise.

Merci beaucoup à tous.

M. Dave Epp: J'invoque le Règlement, monsieur le président.

Chacun d'entre nous, à titre de député et dans son rôle d'employeur, est en fait exempté de la Loi sur les normes d'emploi en ce qui concerne les heures que nous imposons à notre personnel. Dans cette optique, le Comité a décidé, il y a quelque temps, de faire distribuer les rapports de la Bibliothèque du Parlement 48 heures à l'avance. Or, je remarque que le rapport pour la présente réunion a été diffusé quatre minutes avant 16 heures vendredi.

Au nom du personnel, que nous apprécions tous, je crois que l'envoi devait être fait 48 heures ouvrables et non 48 heures continues à l'avance.

● (1725)

Le président: Effectivement.

M. Dave Epp: Par conséquent, pourrions-nous obtenir les documents de référence pour nos réunions plus rapidement, si possible?

Le président: Certainement. Nous prenons acte de cette observation. Nous en discuterons avec la greffière. Nous ferons tout en notre pouvoir pour que le délai soit respecté à l'avenir.

Permettez-moi maintenant de remercier l'ambassadeur Diendéré, l'ambassadeur Callan et le haut-commissaire Thornley. Nous vous sommes très reconnaissants de votre présence ici aujourd'hui.

Un député: Après minuit.

M. Dave Epp: Ils ne sont pas habitués à ces heures-là non plus. Exactement.

Le président: Oui.

Monsieur Bergeron, vous avez la parole.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Je suis évidemment très conscient de l'heure tardive pour nos invités, mais je me posais simplement une question. Monsieur le président, puisque nous avons commencé la réunion en retard, y a-t-il une raison pour laquelle nous la terminons plus tôt?

[Traduction]

Le président: Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, comme une seule personne a fait une déclaration préliminaire, cela nous a per-

mis de gagner du temps. Deuxièmement, comme nous ne recevions pas deux groupes de témoins, nous avons pu faire trois tours, ce qui semblait suffisant. Voilà pourquoi.

Merci beaucoup.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>